

mc 308-18
COUR DU BANC DE LA REINE DU
NOUVEAU-BRUNSWICK
DIVISION DE PREMIERE INSTANCE
CIRCONSCRIPTION JUDICIAIRE DE
MONCTON

ENTRE:

YVON LAPIERRE

Demandeur

ET

OSWALD LEBLANC, "GROUPE
DE CITOYENS CONCERNES DE
DIEPPE" PERSONNES INCONNUES
(John Does)
Défendeurs

AVIS DE POURSUITE ACCOMPAGNE
D'UN EXPOSE DE LA DEMANDE
(FORMULE 16A)

DESTINATAIRES:

Oswald LeBlanc A/S
Me Martin Aubin
250, av. Acadie
Dieppe, N.-B. E1A 1G5

PAR LE DÉPÔT DU PRÉSENT AVIS DE
POURSUITE ACCOMPAGNE D'UN
EXPOSE DE LA DEMANDE, UNE
POURSUITE JUDICIAIRE A ETE
ENGAGEE CONTRE VOUS.

IN THE COURT OF QUEENS BENCH
OF NEW BRUNSWICK
TRIAL DIVISION
JUDICIAL DISTRICT OF MONCTON

BETWEEN:

AND

COURT OF QUEENS BENCH
TRIAL DIVISION
MONCTON, N.B.
FILED/REGISTERED
Plaintiff
MAY 07 2013
COUR DU BANC DE LA REINE
DIV DE PREMIERE INSTANCE
MONCTON, N.-B.
DEPOSE/ENREGISTRE

Defendant

NOTICE OF ACTION WITH
STATEMENT OF CLAIM ATTACHED
(FORM 16A)

TO:

LEGAL PROCEEDINGS HAVE BEEN
COMMENCED AGAINST YOU BY
FILING THIS NOTICE OF ACTION
WITH STATEMENT OF CLAIM
ATTACHED.

If you wish to defend these proceedings, either you or a New Brunswick lawyer acting on your behalf must prepare your Statement of Defence in the form prescribed by the Rules of Court and serve it on the plaintiff or the plaintiff's lawyer at the address shown below and, with proof of such service, file it in this Court Office, together with the filing fee of \$50.00.

a) If you are served in New Brunswick, **WITHIN 20 DAYS** after service on you of this Notice of Action With Statement of Claim Attached, or

b) If you are served elsewhere in Canada or in the United States of America, **WITHIN 40 DAYS** after such service, or

c) If you are served anywhere else, **WITHIN 60 DAYS** after such service

If you fail to do so, you may be deemed to have admitted any claim made against you, and without further notice to you, **JUDGMENT MAY BE GIVEN AGAINST YOU IN YOUR ABSENCE.**

You are advised that:

a) you are entitled to issue documents and present evidence in the proceeding in English or French or both;

b) the plaintiff intends to proceed in the _____ language; and

Si vous désirez présenter une défense dans cette instance, vous-même ou un avocat du Nouveau-Brunswick chargé de vous représenter devrez rédiger un exposé de votre défense en la forme prescrite par les Règles de procédure, le signifier au demandeur ou à son avocat à l'adresse indiquée ci-dessous et le déposer au greffe de cette Cour avec un droit de dépôt de 50,00\$ et une preuve de sa signification:

a) **DANS LES 20 JOURS** de la signification qui vous sera faite du présent avis de poursuite accompagné d'un exposé de la demande, si elle vous est faite au Nouveau-Brunswick ou

b) **DANS LES 40 JOURS** de la signification, si elle vous est faite dans une autre région du Canada ou dans les Etats-Unis d'Amérique ou

c) **DANS LES 60 JOURS** de la signification, si elle vous est faite ailleurs.

Si vous omettez de le faire, vous pourrez être réputé avoir admis toute demande formulée contre vous et, sans autre avis, **JUDGMENT POURRA ÊTRE RENDU CONTRE VOUS EN VOTRE ABSENCE.**

Sachez que:

a) vous avez le droit dans la présente instance, d'émettre des documents et de présenter votre preuve en français, en anglais ou dans les deux langues;

b) le demandeur a l'intention d'utiliser la langue française; et

EXPOSÉ DE LA DEMANDE

1. Le demandeur, **Von Lapierre**, réside, depuis 1977, à la ville de Dieppe, comté de Westmorland et province du Nouveau-Brunswick.
2. Le défendeur, **Oswald LeBlanc**, réside à la ville de Dieppe, comté de Westmorland et province du Nouveau-Brunswick.
3. Le demandeur, **Von Lapierre**, est maire de la ville de Dieppe, Nouveau-Brunswick depuis le mois de mai 2012.
4. Le demandeur est un membre très actif de la ville de Dieppe tout en étant, maire de la ville de 1998 à 2005. En 2005, il a dû démissionner en raison de son emploi permanent. Il était Directeur d'une usine pour la compagnie Owens-Illinois Canada.
5. Durant son terme en tant que maire de la ville de Dieppe, le demandeur a démontré beaucoup d'initiative dans le développement de la ville. Durant son terme, il a débuté de grands projets d'aménagement résultant dans le développement extraordinaire que la ville bénéficie aujourd'hui.
6. Suivant sa démission en 2005, son emploi l'a emmené en dehors de la province du Nouveau-Brunswick et même en dehors du pays jusqu'à sa retraite du 27 avril 2012. Cependant, sa famille a toujours demeuré dans la maison familiale durant son absence.
7. En raison de son dévouement à la ville, il s'est représenté à la mairie de la ville de Dieppe, une fois de plus, pour les élections de mai 2012.
8. Le ou vers le 7 mai 2012, et ceci une semaine avant les élections, un feuillet de texte imprimé en français et en anglais, et donc une copie est attachée, fut livré à la majorité des résidences de la ville de Dieppe par la Société canadienne des postes. Le feuillet fut préparé par un "groupe de citoyens concernés de Dieppe".
9. L'identité et la résidence des défendeurs, autre que Oswald LeBlanc, sont inconnues au demandeur;
10. Les défendeurs inconnus sont connus par le demandeur seulement par le nom de "groupe de citoyens concernés de Dieppe" sous lequel ils ont publié le feuillet en question.

Handwritten signature:
Oswald LeBlanc
Maire de Dieppe

11. Le défendeur, **Oswald LeBlanc**, fut identifié par la Société canadienne des postes, comme étant la personne qui a livré les feuillets à la Société canadienne des postes pour livraison aux citoyens de Dieppe. Il a déposé en monnaie comptant un montant de 1 720,00\$ pour payer une facture de 1 706,87\$.

12. Le feuillet intitulé, "Les vrais faits sur Yvon Lapierre!", contenait des allégations fausses et diffamatoires contre le demandeur, en résumé comme suit:

(a) le demandeur en tant que maire entre 1998 et 2005, "a donné deux contrats totalisant 29\$ millions à deux de ses proches sans appels d'offres";

(b) "sous l'administration d'Yvon Lapierre, il créa une société sous le nom de Gestion 1604 Inc. afin qu'il puisse donner un contrat de 11.7\$ millions à une proche, afin de pouvoir contourner les exigences de la Loi sur les municipalités" et donnant l'impression qu'il y avait quelque chose de louche parce que la présidente de cette entité était aussi la présidente de la compagnie Construction Acadienne qui a construit l'hôtel de ville de Dieppe;

(c) le demandeur était absent de la ville de Dieppe et de la province du Nouveau-Brunswick pour sept ans lorsqu'il travaillait en dehors de la province et même du pays, "comment peut-il être au courant des actualités des dernières années de notre ville" il comptait revenir seulement s'il était élu;

(d) le demandeur a laissé la mairie en raison de gestion suspecte et coûteuse de sa part lorsqu'il était maire et qu'il savait qu'un groupe de citoyens concernés rendrait public les détails de gestion questionnable et coûteuse;

(e) le demandeur durant son mandat ne pouvait pas négocier des ententes de partenariat avec les gouvernements provincial et fédéral afin que des projets coûtent moins aux citoyens et de diminuer l'augmentation de la dette de la ville;

(f) le demandeur durant son terme de maire était le seul maire à accumuler une dette si élevée durant son mandat;

- (g) le demandeur est responsable des hausses d'impôts fonciers durant son terme comme maire et aussi lorsqu'il était conseiller. "L'historique d'Yvon Lapierre démontre que nos taxes vont augmenter s'il est encore élu";
- (h) le demandeur "a fait une entente avec The Chocolate River Music Factory qui n'a pas fonctionné, mais a coûté 900,000\$ de nos taxes qui furent perdues";
13. Chacun des énoncés diffamatoires des défendeurs ont fait référence clairement et intentionnellement au demandeur.
14. En publiant le feuillet, les défendeurs étaient motivés par la malveillance et avec l'intention de faire du tort à la réputation du demandeur.
15. Les défendeurs savaient ou auraient dû savoir que les énoncés dans le feuillet étaient erronés ou même faux. Les défendeurs n'ont pas vérifié les faits avant de les publier.
16. Le demandeur déclare que les allégations décrivent une fausse impression de son terme entre 1998 et 2005 comme maire de la ville de Dieppe, cause et continue de causer du tort à sa réputation en tant que maire et dans sa vie personnelle. Cette fausse impression de son mandat de 1998 à 2005 comme maire a la possibilité d'être une source de problèmes de gérance de la ville durant son présent terme comme maire et a le potentiel d'éviter un développement prospère et continue de la ville de Dieppe.
17. Le demandeur, Yvon Lapierre, réclame donc des défendeurs, Oswald LeBlanc, le "groupe de citoyens concernés de Dieppe" dont les personnes inconnues, conjointement et individuellement les redressements suivants:
- (a) les dommages-intérêts généraux;
 - (b) les dommages-intérêts exemplaires;
 - (c) les dépens de cette action;
 - (d) les frais avocat-client; et
 - (d) tout autre redressement qui semble juste et équitable à cette cour.

FAIT À Dieppe, Nouveau-Brunswick, le 6^e jour de mai 2013.

Sharon A. Gionet

Sharon A. Gionet

548, rue Champlain

Dieppe, N.-B.

E1A 1P4

(506)859-7919

(506)859-2983

sagionet@nb.aibn.com

Avocate du demandeur:
Adresse Professionnelle:

Téléphone:
Télécopieur:
Courriel:

c) L'exposé de votre défense doit indiquer la langue que vous avez l'intention d'utiliser.

(Si la demande a pour objet la perception d'une somme déterminée ou le recouvrement d'une créance avec ou sans intérêts, ajouter le paragraphe suivant:)

Si, dans le délai accordé pour la signification et le dépôt de l'exposé de votre défense, vous payez au demandeur ou à son avocat le montant qu'il réclame, plus \$100 pour couvrir ses frais, il y aura suspension de l'instance ou vous pourrez demander à la cour de rejeter l'action.

CET AVIS est signé et scellé au nom de la Cour du Banc de la Reine par *Anne M. Richard* greffière de la Cour à Moncton, N-B., ce 3^e jour de mai, 2013.

U.S. copy
S.L. copie Anne M. Richard
Legal Officer/Conseillère juridique

Me Anne M. Richard
Palais de justice
145, boul. Assomption
Moncton, N.-B.
C1C 8K3

c) your Statement of Defence must indicate the language in which you intend to proceed.

(Where the claim is for a liquidated demand or to recover a debt, with or without interest, insert the following notice:)

If you pay the plaintiff or the plaintiffs lawyer the amount of the plaintiffs claim, together with the sum of \$100 for the plaintiffs costs, within the time you are required to serve and file your Statement of Defence, further proceedings will be stayed or you may apply to the court to have the action dismissed.

THIS NOTICE is signed and sealed for the Court of Queen's Bench by _____, Clerk of the Court at _____, on the _____ day of _____, 201__.

(Clerk)

(address of court office)

THE REAL FACTS ABOUT YVON LAPIERRE!

THE FOLLOWING INFORMATION WAS OBTAINED FROM PUBLIC DOCUMENTS ACCESSIBLE TO ALL

Yvon Lapierre is asking residents of Dieppe for their support in the upcoming municipal election to become mayor. This fact sheet is intended to give the real facts about Yvon Lapierre, who served as Mayor of Dieppe, for three mandates between 1997 to 2008 (he resigned in 2005).

DID YOU KNOW THAT YVON LAPIERRE WAS THE ONLY DIEPPE MAYOR TO ACCUMULATE A DEBT OF \$ 66 MILLION DURING HIS MANDATES ?

In fact, when Yvon Lapierre became mayor in 1998, the total debt for the City of Dieppe was \$ 11 million and at the end of his third term, total debt had grown to \$ 77 million!

DID YOU KNOW UNDER YVON LAPIERRE AS MAYOR OUR PROPERTY TAX RATE INCREASED FROM 1.49 TO 1.56 ?

In fact, under Yvon Lapierre's three mayoralty terms, our property tax rate increased tremendously. Also, during his term as city councillor (1986 to 1992) the rate increased from 1.08 to 1.28. The history of Yvon Lapierre shows that our taxes will increase if he is elected again!

DID YOU KNOW THAT TWO CLOSE FRIENDS OF YVON LAPIERRE RECEIVED CONTRACTS WORTH \$29 MILLION WITHOUT PUBLIC TENDERING?

Contracts for the construction of the City Hall (\$ 11.7 million) and the Aquatic Center (\$ 17 million) projects were granted to two friends of Yvon Lapierre, without undergoing the scrutiny of Public Tendering process!

DID YOU KNOW UNDER THE ADMINISTRATION YVON LAPIERRE, A COMPANY UNDER THE NAME OF PLACE 1604 INC. WAS CREATED IN ORDER TO GIVE A \$ 11.7 MILLION CONTRACT TO A CLOSE FRIEND ?

In fact, the Municipality Act requires that all municipal contracts must go to Public Tender. In order to avoid the requirement of the Act and be able to give the contract without public tender to a friend, the administration created a company called Place 1604 Inc, which built and owns the new city hall and subsequently entered into a 25-year lease with the City of Dieppe. Furthermore, the City of Dieppe guaranteed the company loan. At its inception, the president of Place 1604 Inc, was none other than the same person who was president of the construction company that built the new city hall !

DID YOU KNOW THAT UNDER YVON LAPIERRE AS MAYOR, THE CITY OF DIEPPE RECEIVED VERY LITTLE FINANCIAL HELP FROM THE PROVINCIAL AND FEDERAL GOVERNMENTS?

In fact, the provincial and federal governments gave very little financial help for projects carried out during Yvon Lapierre's terms as mayor, clearly demonstrating that he cannot negotiate partnership agreements in order to ensure that projects cost less and stop causing our municipal debt to increase!

DID YOU KNOW YVON LAPIERRE HAS NOT LIVED IN DIEPPE FOR THE PAST 7 YEARS, AND THAT HE PLANS TO RETURN ONLY IF HE WINS THE ELECTION?

In fact, although Yvon Lapierre's spouse owns a property in Dieppe, he has been residing outside of Dieppe for the past 7 years and in Montreal for the past several years. Having said that, how can he profess to be aware of our city's current affairs ? Furthermore, how can we be certain that he will be returning to Dieppe after the election?

DID YOU KNOW THAT THE DIEPPE ART AND CULTURE CENTER WAS NOT BUILT BY YVON LAPIERRE AS CLAIMED ?

In fact, the Dieppe Arts and Culture Center as we know it today was built under Mayor Jean Leblanc at the beginning of 2009, through a committee of volunteer citizens dedicated to the arts and culture in Dieppe. When Yvon Lapierre was mayor, he made a deal with The Chocolate River Music Factory, which did not work. In the end, our City lost \$ 900,000 of our tax dollars!

DID YOU KNOW THAT YVON LAPIERRE RESIGNED AS A MAYOR OF DIEPPE IN 2005, JUST BEFORE QUESTIONNABLE SPENDING DETAILS BECAME PUBLIC ?

In fact, we assume that Yvon Lapierre resigned as mayor of Dieppe in 2005, because he knew that a group of concerned citizens would release details of questionable and expensive management practices under Yvon Lapierre. Unfortunately, it is his successor Achille Maillet who was blamed for the mismanagement!

WE THE CITIZENS OF DIEPPE, DO WE WANT THIS KIND

OF MANAGEMENT FOR OUR MUNICIPALITY ?

THINK TWICE BEFORE SUPPORTING YVON LAPIERRE FOR MAYOR.

TOGETHER, LET'S GIVE NEW CANDIDATES THE CHANCE TO SERVE AS OUR MAYORS!

THIS SHEET WAS PREPARED BY A GROUP OF CONCERNED CITIZENS OF DIEPPE

LES VRAIS FAITS SUR YVON LAPIERRE !

L'INFORMATION QUI S'EST PARVENUE À TOUS

Yvon Lapierre demande aux résidents de Dieppe pour leur support lors des prochaines élections municipales afin de devenir maire. Ce feuillet d'information a pour but de donner les faits réels de Yvon Lapierre lorsqu'il était Maire de Dieppe pendant trois mandats de 1997 à 2008 (il démissionna en 2005).

SAVIEZ-VOUS QUE YVON LAPIERRE FUT LE SEUL MAIRE DE DIEPPE À ACCUMULER UNE DETTE DE \$ 66 MILLIONS LORS DE SES MANDATS ?

En effet, lorsque Yvon Lapierre est devenu maire en 1998, la dette totale de la Ville de Dieppe était \$ 11 millions et à la fin de son troisième mandat, la dette totale totalisait \$ 77 millions !

SAVIEZ-VOUS QUE LORSQUE YVON LAPIERRE ÉTAIT MAIRE NOTRE TAUX DE TAXE FONCIÈRE A AUGMENTÉ DE 1.49 À 1.56 ?

En effet, durant les trois mandats que Yvon Lapierre fut élu maire, le taux de taxe d'imposition a augmenté considérablement. Le taux de taxe a aussi augmenté de 1.08 à 1.28 lorsqu'il était conseiller entre 1986 à 1992 ! L'historique de Yvon Lapierre démontre que nos taxes vont augmenter si il est encore élu !

SAVIEZ-VOUS QUE YVON LAPIERRE A DONNÉ DEUX CONTRATS TOTALISANT \$ 29 MILLIONS À DEUX DE SES PROCHES SANS APPELS D'OFFRES ?

La construction de l'Hôtel de Ville (\$ 11.7 Millions) et le Centre Aquatique (\$ 17 Millions) furent octroyés à deux amis de Yvon Lapierre, et aucun appel d'offre public ne fut effectuée pour ces deux projets !

SAVIEZ-VOUS QUE SOUS L'ADMINISTRATION YVON LAPIERRE, IL CRÉA UN SOCIÉTÉ SOUS LE NOM DE GESTION 1604 INC. AFIN QU'IL PUISSE DONNER UN CONTRAT DE \$ 11.7 MILLION À UNE PROCHE ?

En effet, la Loi sur les Municipalités exige que tout contrat doit aller en appel d'offre public. Afin de pouvoir retourner l'exigence de cette loi et qu'une des proches d'Yvon Lapierre reçoive le contrat sans appel d'offre, l'administration créa une société *Gestion 1604 Inc.*, qui a construit et appartenait l'hôtel de Ville et qui par la suite a effectué un bail de 25 ans avec la Ville de Dieppe. De plus, le prêt de cette société est garantie par la Ville de Dieppe. À sa création, la présidente de *Gestion 1604 Inc.* était la même personne qui est présidente de la compagnie de construction qui a construit l'hôtel de Ville !

SAVIEZ-VOUS QUE YVON LAPIERRE, LORSQU'IL ÉTAIT MAIRE, A REÇU TRÈS PEU D'AIDE FINANCIÈRES DES GOUVERNEMENTS PROVINCIAL ET FÉDÉRAL ?

En effet, les gouvernements provincial et fédéral ont donné peu d'aide financière pour les projets effectués lors des mandats Yvon Lapierre, démontrant ainsi qu'il ne peut pas négocier des ententes de partenariat afin que les projets nous coûtent moins et que notre dette cesse d'augmenter !

SAVIEZ-VOUS QUE YVON LAPIERRE NE RÉSIDE PLUS À DIEPPE DEPUIS LES 7 DERNIÈRES ANNÉES, ET QU'IL PRÉVOIT SEULEMENT REVENIR S'IL GAGNE L'ÉLECTION ?

En effet, même si la conjointe d'Yvon Lapierre a une propriété à Dieppe, il réside à l'extérieur depuis les 7 dernières années et à Montréal depuis plusieurs années. Étant dit, comment peut-il est courant des actualités des dernières années de notre ville ? Aussi, comment pouvons nous être certain qu'il reviendra à Dieppe suivant l'élection ?

SAVIEZ-VOUS QUE CE N'EST PAS YVON LAPIERRE QUI A CONSTRUIT LE CENTRE DES ARTS ET DE LA CULTURE COMME QU'IL LE PRÉTEND ?

En effet, le Centre des Arts et de la Culture de Dieppe comme on le connaît aujourd'hui fut effectué sous le règne du maire Jean Leblanc au début de l'année 2009, par l'entremise d'un comité de citoyens bénévoles dédié aux arts et à la culture à Dieppe. Lorsque Yvon Lapierre était maire, il a fait un entente avec *The Chocolate River Music Factory* qui n'a pas fonctionné, mais a coûté \$ 900,000 de nos taxes qui furent perdues !

SAVIEZ-VOUS QU'YVON LAPIERRE A DÉMISSIONNÉ COMME MAIRE DE DIEPPE EN 2005, JUSTE AVANT QUE LES DÉTAILS DES DÉPENSES DOUTEUSES DEVIENNENT PUBLIC ?

En effet, nous présumons qu'Yvon Lapierre a démissionné comme maire de Dieppe en 2005, parce qu'il savait qu'un groupe de citoyens concernés rendrait public les détails de gestion questionnable et coûteuse d'Yvon Lapierre. Malheureusement, c'est son successeur Achille Maillet qui fut blâmé de cette mauvaise gestion !

NOUS, CITOYENS DE DIEPPE, VOULONS NOUS REVOIR CE GENRE DE GESTION POUR NOTRE MUNICIPALITÉ ?

PENSEZ-VOUS AVANT DE SUPPORTER YVON LAPIERRE COMME MAIRE.

ENSEMBLE, DONNONS LA CHANCE À DE NOUVEAUX CANDIDATS !